Droit Administratif

Sous la direction :

Jean-Bernard AUBY, Professeur à l'Université de Paris-II, Directeur du Juris-Classeur Administratif

Comité de rédaction :

Michel BAZEX, Professeur de droit public à l'Université de Nanterre-Paris-X Paul LIGNIÈRES, Avocat à la Cour (Linklaters)

Martine LOMBARD, Professeur à l'Université Panthéon-Assas-Paris-II Alain MÉNÉMÉNIS, Conseiller d'État, Professeur associé à l'Université Paris-XII



Nº 5 - MAI 2004

Études 9 et 10 Commentaires 73 à 87 Pratiques 5

Conseil d'État

L'activité contentieuse du Conseil d'État en 2003



Entretien avec Daniel LABETOULLE Président de la section du contentieux du Conseil d'État (p. 5)

Développement des procédures d'urgence, évolution de l'office du juge, l'activité contentieuse du Conseil d'État se modifie. Le président de la section du contentieux dresse le bilan et dégage des perspectives d'avenir.

Jurisprudence administrative 9 L'office du juge administratif

Étude par Francis DONNAT et Didier CASAS, Maîtres des requêtes au Conseil d'État (p. 9)

Urbanisme

10 La suppression ou l'achèvement des ZAC

Étude par Patrick HOCREITÈRE. Avocat, Professeur associé (p. 13)

Notamment ce mois-ci

Repère

> 5 « Un acte administratif ne peut affecter les contrats en cours »

par Jean-Bernard AUBY

Commentaires

> 73 Concurrence

L'analyse concurrentielle au soutien des pouvoirs de référé du juge administratif (p. 17) par Michel BAZEX et Sophie BLAZY

> 75 Marchés publics

Précisions sur le régime du référé précontractuel (p. 20) par Alain MÉNÉMÉNIS

> 79 Étrangers

Reconduite à la frontière et placement en rétention (p. 25) par Vincent TCHEN

➤ 82 Référés

Le juge des référés et le droit communautaire (p. 30) par Paul CASSIA

> 86 Responsabilité de l'État

Responsabilité du fait de la justice par Martine LOMBARD

> 87 Responsabilité de l'État

Exposition à l'amiante (p. 35) par Guillaume DELALOY



Sommaire

REPÈRE (page 3)
• « Un acte administratif ne peut affecter les contrats en cours »
ALERTES page 4
L'activité contentieuse du Conseil d'État en 2003 : entretien avec Daniel Labetoulle, président de la section du contentieux du Conseil d'État
• L'office du juge administratif dans la jurisprudence récente du Conseil d'État
COMMENTAIRES
CONCURRENCE (page 17) Application du droit de la concurrence aux activités publiques L'analyse concurrentielle au soutien des pouvoirs de référé du juge administratif
Nature de la décision fixant les prix des médicaments remboursables
CONTRATS (page 20) Marchés publics Trois arrêts du Conseil d'État précisent le régime du référé précontractuel

• Éloignement Le contentieux des reconduites à la frontière et des placements en rétention	
OLITPE-MED (name 30)	
• Polynésie française Compétences internationales et normatives du Territoiren° 80	
PROCÉDURE (page 29) Intérêt pour agir L'intérêt pour agir des associations	
RESPONSABILITÉ (page 33) Responsabilité du fait de la justice L'État seul peut être responsable à l'égard des justiciablesn° 86 Responsabilité en matière de santé publique Amiante : le Conseil d'État confirme la responsabilité de l'État	
PRATIQUES (page 38) • L'influence de la dette publique et des normes Eurostat sur les contrats publics	

Les arrêts signalés par le symbole CE dans la partie Commentaires et précédés d'un filet dans le sommaire sont annotés par Gilles Le Chatelier, commissaire du gouvernement près le Conseil d'État

Index

Compétence administrative ou judici	
Concurrence Activités publiquescomm. 73	et 74
Contrat Effet d'un acte administratifrep	ère 5
Domaine Concession portuaire Rivage de la mer	
Élection Horaire du scrutincom	m. 78
Enseignement Signes religieux	p. 4

Étrangers Eloignement	comm. 79
Juridiction administrative Conseil d'État Impartialité Office du juge	entretien 1
Marché public Délit de favoritisme Marché de travaux Référé précontractuel	comm. 76
Outre-mer Polynésie	.p. 4 et comm. 80
Partenariat public-privé Critères de Maastricht	pratique 5

Procédure	
Intérêt pour agir	comm. 81
Référé	
Référé provision	comm. 83
Référé suspension	comm. 82
Responsabilité	
Amiante	comm. 87
Du fait des juges	comm. 86
Service public	
Gaz	p. 4
Urbanisme	
Communes littorales	p. 4
ZAC	étude 10

Cette revue comprend un encart jeté intitulé « découvrez la nouvelle formule des mensuels du JurisClasseur »